

RÉSIDENCE LES CHATAIGNIERS

23 boulevard des Châtaigniers

30120 LE VIGAN



MAITRE D'OUVRAGE

SEMIGA
Immeuble Carré 2050 - Bât B - 240 Chemin de la
Tour de l'Evêque
30972 NIMES Cedex 9
Tél : 04 66 04 72 33

PRESCRIPTIONS COMMUNES A TOUS LES LOTS

CCTP

Dossier	19-07 L
Date	24/03/2020
Phase	DCE
Indice	



MAITRE D'OEUVRE :

LP INGENIERIE
12 route de la Cave - Bât. 7
30420 Calvisson
Tél : 04 66 20 15 23
Mél : contact@lp-ingenierie.fr



BE STRUCTURE :

BET VIAL
Arche Botti 115 allée Norbert Wiener
30000 Nîmes
Tél : 04 66 38 10 29
Mél : secretariat@betvial.net



BE FLUIDES :

ETECC
Z.A Carrière Vieille
30190 SAINT CHAPTES



BUREAU CONTROLE :

BUREAU VERITAS CONSTRUCTION
Le Forum - Bâtiment H - 32 rue Mallet Stevens
30900 Nîmes
Tél : 04 66 84 15 86



COORDONNATEUR SECURITE CHANTIER :

BUREAU VERITAS CONSTRUCTION
Le Forum - Bâtiment H - 32 rue Mallet Stevens
30900 Nîmes
Tél : 04 66 84 15 86

Code	Désignation
1	<u>DEFINITION GENERALE DE L'OPERATION</u>
1.1	PRESENTATION DU PROJET Le présent descriptif a pour objet de définir les travaux à réaliser dans le cadre de la rénovation de 34 logements collectifs sociaux "Les Châtaigniers" situé sur la commune de LE VIGAN.
1.2	INTERVENANTS <u>MAITRE D'OUVRAGE :</u> SEMIGA Immeuble Carré 2050 - Bât B - 240 Chemin de la Tour de l'Evêque 30972 NIMES Cedex 9 <u>MAITRE d'œuvre EXE / OPC :</u> LP INGENIERIE 12 route de la Cave - Bât. 7 30420 Calvisson <u>BET STRUCTURE :</u> BET VIAL Arche Botti 115 allée Norbert Wiener 30000 Nîmes <u>BET FLUIDES ET THERMIQUE :</u> ETECC Z.A Carrière Vieille 30190 SAINT CHAPTES <u>BUREAU DE CONTROLE :</u> BUREAU VERITAS CONSTRUCTION Le Forum - Bâtiment H - 32 rue Mallet Stevens 30900 Nîmes <u>COORDONATEUR SPS :</u> BUREAU VERITAS CONSTRUCTION Le Forum - Bâtiment H - 32 rue Mallet Stevens 30900 Nîmes
1.3	ALLOTISSEMENT PRESCRIPTIONS COMMUNES A TOUS LES LOTS Lot n°01 VRD ESPACES VERTS Lot n°02 DEMOLITION Lot n°03 GROS OEUVRE Lot n°04 ETANCHEITE Lot n°05 ENDUITS DE FACADES Lot n°06 MENUISERIES EXTERIEURES Lot n°07 CLOISONS-DOUBLAGES-ISOLATIONS Lot n°08 MENUISERIES INTERIEURES Lot n°09 CARRELAGE-FAIENCE Lot n°10 SOLS SOUPLES Lot n°11 PEINTURE Lot n°12 SERRURERIE Lot n°13 ASCENSEURS Lot n°14 PLOMBERIE - SANITAIRES - VMC Lot n°15 ELECTRICITE
2	<u>CONDITIONS D'EXECUTION DU MARCHE</u>
2.1	CONNAISSANCE DU PROJET Par le seul fait de soumissionner, les entreprises reconnaissent qu'elles ont une parfaite connaissance du projet, des lieux, ainsi que des descriptions des autres corps d'état. Les entreprises devront prendre les lieux dans l'état où ils se trouvent, avec toutes les sujétions qui résultent de leur propre topographie et de leur accès. Elles ne pourront se prévaloir des difficultés qu'elles pourraient rencontrer pour demander une modification du prix consenti dans leur soumission. Attestation de visite

Code	Désignation
	<p>La visite sur site où s'effectueront les travaux est obligatoire par le candidat souhaitant répondre à l'offre de la présente consultation. Les offres incomplètes (attestation de visite sur site manquante) seront systématiquement rejetées.</p> <p>Lors de cette visite, une attestation de visite sera remise. Il ne sera répondu à aucune question afin de ne pas rompre l'égalité entre les candidats</p>
2.2	<p>TRAVAUX EN SITE OCCUPE</p> <p>Les travaux se dérouleront en milieu occupé : activité du central médical en R+3 et 9 logements occupés. En conséquence, le TITULAIRE doit prendre toutes les dispositions utiles et nécessaires pour que les ouvrages soient réalisés dans des conditions optimales de sécurité pour les biens et les personnes.</p> <p>Les entreprises devront respecter les plans de circulation et zones d'intervention selon affichage à charge du titulaire du Lot Gros Oeuvre.</p> <p>Une attention particulière sera apportée au bien être et à la quiétude des occupants, par la mise en place de procédure de travaux et d'informations adaptés au contexte (nuisances sonores, poussières, etc.).</p>
2.3	<p>CONFORMITE</p> <p>Les ouvrages seront exécutés en conformité avec les normes et règlements techniques en vigueur à la date de l'arrêté du PC. et, en particulier, avec les textes ci-après :</p> <p>1) Normes et règles techniques Règles de calcul, Normes Françaises (NF) D.T.U. et notamment ceux réunis dans le R.E.E.F., Cahiers du Centre Scientifique et technique du bâtiment (C.S.T.B.), Avis techniques favorables du C.S.T.B. pour les matériaux non traditionnels, Normes françaises de l'U.T.E.</p> <p>2) Textes législatifs Code de la Construction et de l'habitation: Arrêté du 22 Juin 1990; Règlement de sécurité contre l'incendie relatifs aux bâtiments d'habitation. Décret du 31 Mars 1992 modifiant le Code du Travail.</p> <p>3) Règles professionnelles édictées par les chambres syndicales</p>
2.4	<p>CONSISTANCE DES TRAVAUX</p> <p>L'exécution des travaux comprendra, sans que cette liste soit limitative suivant le corps d'état :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) La fourniture des matériaux, 2) Le transport à pied d'œuvre, 3) Le stockage, 4) La mise en oeuvre, 5) Le montage ou la descente de tous les matériaux ou matériels nécessaires à tous ouvrages, 6) L'exécution par tous moyens, 7) La pose et la fixation, 8) Le réglage et le scellement corrects de tous les ouvrages à fournir, 9) Le nettoyage du chantier, des abords et des ouvrages, 10) L'enlèvement des gravois, emballages, protections,... 11) Les échafaudages, 12) Les essais et le maintien en bon état de fonctionnement pendant la période de garantie, 13) Les protections et tous les dispositifs de sécurité. <p>D'une façon générale et dans les limites fixées par les prestations, tous les prix devront comporter, sans aucune réserve, l'exécution ainsi que la fourniture de tous les travaux accessoires nécessaires à assurer un parfait fonctionnement des installations, une exécution soignée et un parfait achèvement des travaux demandés.</p> <p>Il ne sera pas accepté de plus value provenant d'omissions ou de manque de coordination entre les entrepreneurs, chacun étant tenu, tant au cours de l'étude de prix qu'à l'exécution</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) De signaler aux corps d'état intéressés, les travaux complémentaires ou de liaison qui lui sont nécessaires pour parfaire ses ouvrages et qui ne sont pas explicitement mentionnés au présent descriptif, 2) De s'assurer de tous ces travaux dans le cas où le descriptif n'en fait pas état explicitement, 3) De s'assurer de l'exactitude des prescriptions et des cotes de tous les dessins et documents qui lui seront remis et de signaler en temps utile au Maître d'œuvre les erreurs ou omissions éventuelles. <p>L'Entrepreneur s'assurera également des prescriptions administratives du permis de construire et de toutes celles en complément notamment en ce qui concerne la sécurité.</p>
2.5	<p>CARACTERE DU MARCHE</p> <p>Le marché est conclu de manière forfaitaire entre le maître d'ouvrage et l'entrepreneur.</p> <p>Il est non actualisable et non révisable.</p>
2.6	<p>LIMITE DE PRESTATION</p> <p>Voir tableau des limites de prestation joint au dossier marché.</p>

Code	Désignation
3	<u>MODALITES D'EXECUTION DU MARCHÉ</u>
3.1	PLANNING Le planning TCE de l'opération est fixé à mois compris période de préparation de 1 mois à la date de signature de l'ordre de service du titulaire du lot GROS OEUVRE.
3.2	ORGANISATION DU CHANTIER
3.2.1	MOE - OPC L'organisation du chantier est confiée à un maître d'œuvre qui assure également la mission OPC (ordonnancement Pilotage Coordination). A ce titre, il peut demander à toutes les entreprises prenant part au chantier la fourniture d'échantillons, plans techniques, mode opératoire, détails, ou tout autre élément nécessaire à sa mission tel que logement ou ouvrage témoin. En outre, l'absence de demande de la part du maître d'œuvre ne saurait justifier d'un manquement à la remise d'un document utile au bon déroulement du chantier de la part de l'entreprise.
3.2.2	INSTALLATION DE CHANTIER L'installation de chantier est intégrée au marché du lot GROS OEUVRE. A ce titre, il remettra en début de chantier un plan d'installation figurant l'ensemble des équipements listés dans le PGC.
3.2.3	ACCES AU CHANTIER Le personnel de toutes les entreprises devront porter sur eux la carte d'identité professionnelle. Deux Sauveteurs Secouristes du Travail (SST) (si moins de 20 travailleurs sur le chantier) devront être présent en permanence sur le chantier Les travailleurs ne parlant pas français doivent être accompagnés d'un interprète salarié de même entreprise.
3.2.4	DEPENSES COMMUNES Les entreprises passeront entre elles une convention de compte prorata, qui rendra forfaitaire les dépenses de l'article 12 de la Norme P 03001 Annexe A (Octobre 2017) à l'exception de celle qui concerne le remplacement ou la remise en état des fournitures mises en oeuvre ou détériorées. Pour cette dernière catégorie chaque corps d'état effectuera les travaux nécessaires relevant de sa spécialité à ses propres frais. Toutes les entreprises, suivant 'décomposition en lots', cotiseront de façon proportionnelle au montant de leur marché de base au compte prorata, qu'elles sous traitent une partie de leur travaux ou pas, qu'elles utilisent ou pas les installations communes. Il sera géré par l'entreprise adjudicatrice du lot N° 03 "Gros oeuvre" sous le contrôle des membres de la commission de compte prorata. La commission de compte prorata sera constituée des représentants de l'ensemble des corps de métiers. Ils sont élus à la fin du premier mois de travaux au plus tard. Une convention de compte prorata sera établie par le gestionnaire, validée et signée par les entreprises. De part son intervention en début de chantier, le titulaire du lot Démolition ne participe pas au compte prorata. Il fera son affaire de l'évacuation et du traitement de ses déchets, des installations de chantier pour ses équipes ainsi que des consommations en eau et électricité durant toute la durée de son intervention.
3.2.5	PROPRETE ET NETTOYAGE Le bâtiment devra être maintenu en permanence en parfait état de propreté, les gravois étant évacués chaque jour du chantier. Chaque corps d'état devra laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution de ses travaux. Chaque entrepreneur se chargera de l'évacuation de ses propres déblais, gravois, déchets, jusqu'au lieu de stockage sur chantier déterminé par le lot G.O, en accord avec l'encadrement du chantier. Il procédera en outre, au nettoyage, à la préparation et à la mise en état des installations qu'il aura salies ou détériorées. Les gravois et déchets mis en dépôt seront enlevés aux décharges publiques aux frais et à la charge de l'entrepreneur de G.O avec suivi des déchets du chantier et bordereaux de suivi à remettre au maître d'œuvre. Aucun déblai ne sera jeté par les baies. Chaque fois que l'enlèvement des gravois, déchets, et le nettoyage des zones de travail, ne seront pas immédiatement exécutés par l'entrepreneur responsable, le Maître d'œuvre pourra faire exécuter ce travail par une entreprise de son choix (intérieure ou extérieure au chantier), aux frais, risques et périls de l'entreprise défaillante, sans qu'il soit besoin de mise en demeure préalable de celle-ci. Le terrain sera mis en état lors de l'achèvement des travaux, les installations de chantier démolies et enlevées, les frais de ces travaux étant à la charge du lot G.O. La nature des différents nettoyages dus par chacune des entreprises est précisée dans la description de son lot. En fin de chantier, si certains ouvrages ne sont pas dans un état de propreté convenable avant les opérations de nettoyage prévues au lot PEINTURE, les frais engendrés par la mise au propre des zones concernées seront intégralement imputables aux entreprises concernées si ces dernières sont identifiables.
3.2.6	TRAIT DE NIVEAU Trait de niveau tracé en périmétrie de chaque local et entretenu jusqu'à la fin du chantier, par le titulaire de lot N°03 GO. Il sera notamment rabattu par le lot gros oeuvre après cloisonnement à la demande des autres corps d'état.
3.2.7	MANUTENTION, STOCKAGE ET LEVAGE La mutualisation des équipements de travail et d'accès en hauteur (METAH) et la sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre (SCALP), devront être mis en place en respectant les préconisations du guide 2015 de la CARSAT :

Code	Désignation
	<p>Travaux en Hauteur Circulation Manutention.</p> <p>Pendant la durée du chantier des moyens communs de prévention de risques seront mis en place afin de respecter les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Dispositifs de protections collectives pour les travaux en hauteur - Plates-formes de travail pour les travaux en hauteur et leur accès - Moyens de transports des personnes pour accéder aux ouvrages en pied d'œuvre - Moyens de transports, levages, manutention des matériels, matériaux et équipement techniques pour approvisionner dans les ouvrages et distribuer à pied d'œuvre - Moyens d'évacuation des déchets produits durant le chantier
3.2.7.2	<p>SCALP (Sécurisation des Circulations, des Accès et Livraison à Pied d'œuvre)</p> <p>Le procédé SCALP est la mise en place de moyens communs de prévention entre tous les corps d'état pendant toute la durée du chantier :</p> <p>Mise en place, et entretien du cheminement béton en extérieure depuis la rue vers l'entrée travaux du bâtiment jusqu'à la réalisation des travaux de voirie définitive par le lot VRD.</p> <p>Mise en œuvre des protections collectives pour les cheminements pour l'ensemble des lots.</p> <p>Les dispositifs de sécurité prévus au PGC.</p> <p>La fourniture des dispositifs de fixations, appareils d'appui, boulons et rails d'ancrage, lorsque ceux-ci doivent être incorporés au GROS-OEUVRE.</p> <p>Réalisation d'une aire de livraison stabilisée suivant plan d'installation de chantier.</p> <p>Mise en place d'escaliers provisoire ou d'échelles escalier type Échelle Européenne et/ou par l'intérieur des échafaudages y compris garde-corps pour l'accès aux travaux en fond de fouille et jusqu'à la mise en place des escaliers définitifs.</p> <p>Mise en place de grue pour le levage et pour les recettes à matériaux avec un trans-palettes ou diables à l'intérieur des logements.</p> <p>Les recettes à matériaux devront être mises en place au droit des ouvertures toutes hauteurs en R+1 pour la livraisons des matériaux des lots menuiseries extérieures, cloisons.</p> <p>Mise en place d'éclairage sur l'ensemble des circulations suivant prescription PGC.</p>
3.2.7.1	<p>METAH (Mutualisation des Équipements de Travail et d'Accès en Hauteur)</p> <p>Le procédé METAH est la mise en place de moyens communs de prévention entre tous les corps d'état pendant toute la durée du chantier :</p> <p>Mise en place, entretien et dépose d'un échafaudage de pied par le lot Enduit de Façade pour les travaux décrits aux paragraphes suivants :</p> <p>Mise en œuvre des protections collectives pour les lots GROS-ŒUVRE, CHARPENTE, COUVERTURE, SERRURERIE, MENUISERIES extérieures, RAVALEMENT et ELECTRICITE.</p> <p>Du planning et du programme d'exécution des travaux, en particulier les rotations d'engins et d'évacuations.</p> <p>Les dispositifs de sécurité prévus au PGC.</p> <p>La fourniture des dispositifs de fixations, appareils d'appui, boulons et rails d'ancrage, lorsque ceux-ci doivent être incorporés au GROS-OEUVRE.</p> <p>Mise en place dans la structure d'échafaudages (avant le démarrage de la charpente), de recettes à matériaux sécurisés afin de permettre l'acheminement des matériaux pour l'ensemble des lots pendant la durée totale du chantier.</p> <p>Conformément aux indications des plans et du présent C.C.T.P.</p> <p>Pour les échafaudages :</p> <p>Ces installations pourront être selon les conditions du chantier les suivantes : Garde-corps avec lisse basse, platelages de protection-écrans ou autres dispositifs anti poussière-bâches de protection contre la pluie, filets anti chute pour matériaux et matériel-protections de revêtements de sols et d'escaliers.</p> <p>Tous les frais consécutifs aux prescriptions du présent article font partie du prix du marché ainsi que les contrôles et autorisation de montage et démontage.</p> <p>Il sera pris en compte le planning d'exécution pour la détermination de la durée de location de ces échafaudages et le phasage de pose et de dépose niveau par niveau dans le cadre d'une optimisation de la durée et de la quantité d'échafaudage à mettre en place pour la mutualisation des travaux de GO/Charpente/Enduits de façade/Serrurerie/Menuiseries extérieures/Électricité.</p>
3.2.8	<p>RESERVATIONS, SCELLEMENTS ET RACCORDS</p> <p>Trous et scellements :</p> <p>Trous, trémies, saignées et feuillures seront réservés par le titulaire du lot G.O dans les ouvrages en béton, suivant plans établis et remis dans les délais fixés par le Maître d'œuvre par chacune des entreprises.</p> <p>La mise en place de tous les taquets ou rails nécessaires est à la charge du lot G.O. Leur fourniture est assurée par les corps d'état intéressés.</p> <p>Il est précisé que les entreprise n'ayant pas fournis à temps leurs plans de réservations supporteront les frais de percements retardés.</p> <p>Les entreprise vérifieront sur place, avant coulage du béton l'implantation des trous et trémies réservées et resteront solidairement responsables avec le G.O en cas de mauvaise implantation.</p> <p>Percements :</p> <p>Lorsque les percements sont d'un diamètre supérieur à 160mm, le percement est dû par le titulaire du lot gros oeuvre, après traçage par le lot demandeur.</p> <p>Lorsque le percement est inférieur ou égal à 160mm, chaque corps d'état effectue ses propres percements.</p> <p>Les percements dans les ouvrages autres que ceux en béton sont à la charge de chaque entreprises, à l'exception des menuiseries et ouvrages similaires, incorporés dans la maçonnerie, pour lesquels les saignées, trous et feuillures seront dus par le lot G.O.</p> <p>Toutefois, les percements sur matériaux spéciaux, tels que pierre, marbre, revêtements décoratifs, seront effectués respectivement par les entreprises chargées de leur mise en œuvre et à leur frais, suivant les plans établis et remis dans les mêmes délais que ceux fixés ci-dessus, par chacune des autres entreprises intéressées qui supporteront, en cas de non observation de cette condition, les frais de percements commandés après délai.</p> <p>Scellement :</p> <p>Scellement, rebouchages, calfeutrement des réservations dans le béton au lot N° 02 Gros oeuvre</p> <p>Scellement, rebouchages, calfeutrement des réservations autre que dans le béton à la charge de l'entreprise responsable de la</p>

Code	Désignation
	<p>réserve. Rebouchage en retrait, la finition étant exécutée :</p> <p>Par le peintre à l'enduit garnissant, pour les ouvrages intérieurs</p> <p>Par le Gros Oeuvre pour les ouvrages extérieurs.</p> <p>Les scellements et calfeutremments des bâtis et huisseries incorporés dans le béton ou la maçonnerie seront exécutés par le G.O (bâtis autres que ceux incorporés lors du coulage de murs en béton) et à sa charge.</p> <p>La pose et le scellement des bâtis et huisseries dans les cloisons seront exécutés par l'entreprise de cloison et à sa charge.</p> <p>Raccords :</p> <p>Exécution en finition par le titulaire du lot G.O et à sa charge, sauf en ce qui concerne les pierres, marbres et revêtements décoratifs ou non, à la charge de l'entreprise intéressée.</p> <p>Rebouchage des saignées :</p> <p>Mêmes dispositions que ci-dessus.</p> <p>Nota : Les reprises et rebouchage de trémies ou réservations intéressées par le calcul de structure ou la stabilité au feu, seront toujours réalisés par le titulaire du lot GROS OEUVRE.</p>
3.2.9	<p>PROTECTION DES OUVRAGES</p> <p>Protection des ouvrages propres à chaque entreprise</p> <p>Chaque entrepreneur devra, sauf exception stipulée ci-après, assurer la protection efficace de ses propres ouvrages contre les dégradations et salissures de toutes sortes, jusqu'à la livraison du chantier, étant bien entendu que le coût des moyens à mettre en oeuvre pour satisfaire à cette exigence est, quels qu'ils soient, compris dans le montant forfaitaire du marché de l'entreprise.</p> <p>Les ouvrages devant faire l'objet de cette protection comprennent, non limitativement :</p> <p>Menuiserie bois</p> <p>Protection par équerres de contre-plaqué des arrêtes de toute huisserie bois, et ce sur 0,70 m sous le trait de niveau de 1.00 m.</p> <p>Blocage soigneux (cales bois et pointes proscrites) de vantaux sur huisseries en façades de préférence par quincaillerie provisoire à récupérer.</p> <p>La pose de crémone ou serrures sans poignées sera refusée.</p> <p>Menuiserie extérieures</p> <p>Conservation des plastiques de protection des châssis et des tampons de vitrage</p> <p>Carrelage – Revêtements</p> <p>Protection des sols intérieurs posés, par film polyane ou feuilles de cartons.</p> <p>En tout état de cause, le carreleur ne pourra faire état de revêtements de sols dégradés par une mise en service prématurée, les entrées de locaux fraîchement revêtus devant être obligatoirement condamnés par un moyen efficace (et non sommairement obturées) durant le temps de séchage réglementaire après rejointoiement.</p> <p>Plomberie – Sanitaire</p> <p>Protection de tous les appareils sanitaires, intérieurs, extérieurs, par feuille plastique immobilisée par tampons de plâtre et ruban adhésif.</p> <p>Cartons linéaires dans baignoires.</p> <p>Protection de la robinetterie par sachets plastiques.</p> <p>Protection des ouvrages déjà exécutés, lors d'une intervention susceptible de les dégrader.</p> <p>Chaque entreprise qui aurait à travailler sur un ouvrage réalisé par un autre corps d'état devra impérativement prendre les dispositions nécessaires à la parfaite conservation des ouvrages exclus des dispositions ci-dessus.</p> <p>En cas de doute, il devra avertir le maître d'œuvre et l'entreprise concernée avant les travaux susceptibles de dégrader le support. liste non exhaustive.</p> <p>Peinture</p> <p>D'une façon générale l'entrepreneur devra prendre toutes précautions qui s'imposent pour assurer la protection des surfaces qui pourraient être tachées, attaquées, etc.... comme les sols, appareillages divers et robinetterie.</p> <p>Carrelage – Revêtements</p> <p>Protection des baignoires par cartons épais lors de la pose des revêtements muraux de faïence en périphérie de l'appareil.</p> <p>Interdiction de déposer des outils ou portes dégonnées dans cet appareil durant les travaux des sols muraux.</p>
3.2.10	<p>QUALITE ET PROVENANCE DES MATERIAUX</p> <p>Tous les matériaux employés seront neufs et de première qualité, conformes aux normes en vigueur ou aux spécifications des différents Documents Techniques.</p> <p>La provenance des matériaux se fera à partir d'usine ou de carrière agréée par le Maître d'œuvre et le Bureau de Contrôle.</p> <p>Tout changement de fournisseur pendant la phase de chantier est interdit, afin d'assurer une constance dans la qualité des matériaux mis en oeuvre.</p> <p>Avant démarrage des travaux, l'entreprise fournira les échantillons des matériaux, ainsi que les procès-verbaux d'essais justifiant que leur qualité est conforme à la réglementation en vigueur, au présent descriptif et aux règles de l'art.</p> <p>En cours de travaux, toute fourniture non conforme, ou de qualité inférieure aux matériaux déjà mise en oeuvre, peut être refusée par le Maître d'œuvre et évacuée au frais, risques et périls de l'entreprise.</p> <p>Les matériaux seront stockés sur l'aire de chantier, à l'abri des intempéries et protégés contre tout risque de souillure.</p>
3.2.11	<p>RECEPTION DES SUPPORTS</p> <p>Dans un esprit général, tout début de mise en oeuvre de matériau sur un support ou subjectile donné, implique tacitement l'acceptation par l'entreprise concernée de l'état de ce support ou subjectile.</p> <p>Il appartient donc à chaque entrepreneur de provoquer en temps utile, conformément au planning des travaux, la réception du support intéressant ses prestations, et ceci en compagnie des personnes concernées.</p> <p>Il sera prévu, non limitativement, les réceptions partielles suivantes, à la demande des entreprises :</p>

Code	Désignation
	<p>Carrelage – revêtement – Sols souples. Réception des sols et parties verticales devant recevoir ces matériaux par les lots Gros Oeuvre, cloisons, carrelage, sols souples.</p> <p>Enduits de façades : Réception avec Gros Oeuvre, murs et ouvrages sur façades avant application des enduits ou peintures.</p> <p>Couvertures tuiles : Constat préalable à tout début de travaux avec lots : enduits de façades, sur l'état de la couverture. Contrôle final et réparations éventuelles.</p> <p>Peintures : Réception supports avec lots : Gros Oeuvre, plâtrerie et menuiseries.</p> <p>Pour le cas où l'exécution des ouvrages sur lesquels il aura à travailler ne lui semble pas satisfaisante, il devra en rendre compte immédiatement au Maître d'œuvre, avant tout commencement de travail, faute de quoi il ne pourra se décharger sur un autre entrepreneur si, par la suite, ses travaux sont jugés irrecevables, ni prétendre à un supplément de prix pour un travail non prévu.</p>
3.2.12	<p>HYGIENE ET SECURITE</p> <p>Il est précisé à l'Entreprise d'incorporer dans ses prix unitaires l'ensemble des dispositions relatives à l'Hygiène et la Sécurité de chantier, qui la concerne, et elle sera contractuellement tenue de prendre toutes les dispositions qui s'imposent afin de respecter la Loi n° 96-1418 du 31 décembre 1993, ainsi que le décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994 relatif à l'intégration de la Sécurité et à l'Organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.</p> <p>Le Plan Général de Coordination de Sécurité et Protection de la Santé (P. G. C. S. P. S.) établi par le Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé, cité dans le Cahier des Clauses Administratives Particulières aux articles "Pièces constitutives du marché" constitue donc une pièce ESSENTIELLE du dossier de consultation. Ce document ne se substitue pas à l'ensemble de la réglementation relative à la sécurité sur les chantiers du bâtiment notamment au décret du 8 janvier 1965.</p>
3.2.13	<p>CONSERVATION DES CLEFS</p> <p>Les clés restent sous la responsabilité des entrepreneurs dont les lots comportent cette prestation.</p> <p>Ils doivent conserver en bon état et en ordre selon les prescriptions suivantes :</p> <p>Les serrures et verrous de sûreté possédant trois clés au minimum, la perte de l'une d'elles entraînera le changement automatique de la serrure ou du verrou correspondant.</p> <p>Toute remise de clé devra faire l'objet d'un reçu précisant les noms, la qualité de la personne à qui ces clés sont remises avec la date de remise.</p> <p>Les clés déformées ou rouillées seront refusées à la réception provisoire.</p> <p>Les clés sont mises en trousseaux avec les étiquettes correspondantes.</p>
3.2.14	<p>INFILTROMETRIE</p> <p>Les test d'infiltrométrie seront effectués par l'organisme missionné par le Maître d'Ouvrage.</p> <p>Deux contrôles seront effectués :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 test intermédiaire, après la mise hors d'air du bâtiment, - 1 test final, après achèvement des travaux pouvant affecter la perméabilité de l'enveloppe. <p>Test intermédiaire :</p> <p>Ce contrôle devra être effectué après la mise en oeuvre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des menuiseries extérieures et de leurs joints d'étanchéités, - des passages de gaine, pose des boîtiers de dérivation, attentes et réseaux électriques, - des réseaux de plomberie ; - et avant la mise en oeuvre : - des parements intérieurs en plaques de plâtre sur les parois verticales et les plafonds, - des cloisons de répartition intérieures, <p>Ce premier contrôle permet de localiser les sources de fuite par caméra thermique et fumée.</p> <p>Les titulaires de tous les lots ayant eu une intervention sur l'enveloppe d'étanchéité, devront être présents.</p> <p>La recherche de fuites vise à mettre en évidence les points défectueux afin de corriger les défauts avant le test final.</p> <p>Chaque entreprise concernée par les fuites devra ép. prendre ses ouvrages afin de supprimer les fuites.</p> <p>Teste final :</p> <p>Un test final à la réception du chantier sera effectué.</p> <p>Dans l'éventualité où le relevé ne satisferait pas au niveau d'étanchéité à l'air requis, l'organisme chargé du test devra localiser les sources de fuite par caméra thermique et fumée.</p> <p>Les titulaires de tous les lots ayant eu une intervention sur l'enveloppe d'étanchéité, devront être présent et en mesure de démonter localement le parement correspondant à la fuite pour identifier le défaut et le lot responsable de la malfaçon.</p> <p>Tous les frais engendrés seront à la charge du lot ayant commis la malfaçon.</p> <p>Test complémentaire :</p> <p>Un ou plusieurs tests complémentaires peuvent être nécessaires, soit à l'issue du premier contrôle si les résultats sont très éloignés de l'objectif fixé d'étanchéité à l'air, et si la multiplicité des sources de fuites ne permet pas de toutes les situer clairement, soit à l'issue du contrôle final si l'objectif n'est pas atteint.</p> <p>Dans l'éventualité où le relevé ne satisferait pas au niveau d'étanchéité à l'air requis, l'organisme chargé du test devra localiser les sources de fuite par caméra thermique et fumée.</p> <p>Les tests supplémentaires seront facturés aux lots responsables des non conformités.</p>
3.3	<p>RECEPTION</p>

Code	Désignation
3.3.1	<p>DOCUMENTS DE REFERENCES</p> <p>Les définitions , spécifications , caractéristiques , tolérances dimensionnelles classifications et mise en oeuvre doivent correspondre aux prescriptions des D.T.U. ou des normes A.F.N.O.R. en vigueur à l' époque de l' exécution. Les entreprises devront exécuter sans exception ni réserve tous les travaux nécessaires à l'achèvement complet des travaux projetés. Les entreprise ne pourront jamais arguer que des erreurs ou omissions aux plans et devis puissent les dispenser d' exécuter tous les travaux ou les autorisent à demander un supplément de prix.</p>
3.3.2	<p>DEROULEMENT DE LA RECEPTION</p> <p>La maîtrise d'œuvre définira en cours de chantier les modalités du déroulement de la réception. Elle sera conforme aux modalités définies dans la Norme NFP 03-001 et pourra être précédée d'une ou plusieurs opération de pré réception (OPR) suivant les besoins du chantier.</p>
3.3.3	<p>DOSSIER DE RECOLEMENT</p>
3.3.3.1	<p>ESSAIS ET CONTROLE DES LOTS TECHNIQUES</p> <p>Conformément aux termes de la loi du 4 janvier 1978 et ses décrets d'application, les entreprises devront procéder aux contrôles internes de qualité et aux essais définis aux documents COPREC 1 et 2 parus aux Moniteurs du 18 mai 1979 et du 17 décembre 1982. Ces procès-verbaux d'essai seront diffusés en trois exemplaires au Maître d'œuvre (2 ex.) et au Maître de l'ouvrage (1ex.). De plus, les entreprise devront procéder aux essais prévus aux DTU et Cahier des Charges et demandés aux prescriptions particulières de chaque lot. Et en particulier : · Aux essais d'écrasement des bétons sur éprouvettes normalisées. Ces essais devront être régulièrement effectués par un laboratoire indépendant (cf. DTU21). · Aux essais d'auto contrôle pour les travaux de désenfumage et de détection incendie, les entreprise étant soumises à une obligation de résultat.</p>
3.3.3.2	<p>DOSSIERS DES OUVRAGES EXECUTES</p> <p>Ces documents sont à la charge et aux frais des entreprises concernées, ils comprennent : - Plans des ouvrages exécutés. - Plans de récolement des ouvrages en B.A. - Plans de réseaux de distribution eau de ville. Plans de réseaux d'assainissement - Schéma des réseaux plomberie- installations électriques Téléphone et TV - Fiches techniques - Notice d'utilisation - Notice d'entretien - Documents d'exploitation - Synoptiques d'installation Ces documents devront spécifier les sections des conduites, leurs niveaux, l'implantation et l'indication des organes de coupure, contrôle, régulation et d'une façon générale toute information utile à l'exploitation et à la maintenance dans de bonnes conditions des diverses installations ou équipement. Nota : Les documents ci-dessus seront fournis en 3 exemplaires et 1 support numérique regroupant les documents à l'identique au Maître d'œuvre. Ils pourront éventuellement être constitués des documents d'exécution établis avant travaux, mais mis à jour en fonction des modifications apportées en cours de chantier. La réception des travaux est subordonnée à la réception des documents du dossier de recolement.</p>

Fait à
le.....

Bon pour accord, signature, Maître d'Ouvrage

Signature et cachet de l'Entrepreneur